

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 36

**Loi modifiant la Loi sur les assurances et
modifiant de nouveau le Code civil**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par MADAME LISE PAYETTE

Ministre des consommateurs, coopératives et
institutions financières

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la Loi sur les assurances. Ses dispositions visent principalement à diversifier les sources de financement des assureurs à charte québécoise, à assouplir les normes de placement qui leur sont applicables et à modifier les normes d'évaluation de leur actif et de leur passif.

Le projet de loi vise aussi à apporter quelques correctifs aux dispositions relatives aux sociétés mutuelles, à certaines dispositions se rapportant aux vérificateurs, aux permis et certificats et finalement à l'administration de la loi.

Le projet de loi propose enfin certains amendements à des articles du Code civil se rapportant au contrat d'assurance.

Art. 1. La modification proposée permettra l'usage d'un appareil pour apposer la signature du surintendant ou qu'un fac-similé de celle-ci soit utilisé.

Art. 2. La modification proposée a pour objet de modifier l'article 52 de la loi qui exigeait que le capital-actions d'une compagnie d'assurance ne soit constitué que d'actions ordinaires.

Art. 3. La modification proposée permettra aux compagnies d'assurance d'émettre des titres de créance autres que des actions comme source de financement.

Projet de loi n° 36

Loi modifiant la Loi sur les assurances et
modifiant de nouveau le Code civil

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 9 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Les règlements peuvent permettre, aux conditions qui y sont fixées, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qui y sont déterminés.

Les règlements peuvent également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qui y sont déterminés; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.»

2. L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**52.** Le capital-actions des compagnies d'assurance doit être constitué exclusivement d'actions à valeur nominale.»

3. L'article 62 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Les assureurs peuvent également aux mêmes fins, selon les modalités et conditions prévues aux règlements, contracter des emprunts par l'émission de billets en sous-ordre ou par l'acceptation de prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires.

Pour les fins du présent article, un billet en sous-ordre est un titre de créance stipulant expressément qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de l'assureur, la créance prendra rang:

- a) après les autres créances;
- b) avec les autres billets en sous-ordre émis par lui;

Art. 4. *La modification proposée a pour effet de permettre la rémunération des administrateurs de sociétés mutuelles.*

Art. 5. *Les modifications proposées lèvent une ambiguïté sur la nature des biens qui peuvent être assurés par une compagnie mutuelle d'assurance-incendie.*

Art. 6. *La modification proposée est de concordance avec l'article 5 du projet de loi.*

Art. 7. *La modification proposée a pour effet de retenir le principe de la suffisance de chacune des caisses de sociétés de secours mutuels au lieu de l'obligation qui leur est faite de se solder chaque année.*

c) avant les prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires.

Pour les fins du présent article, un prêt en sous-ordre consenti par les actionnaires est un prêt à échéance déterminée consenti à l'assureur par un de ses actionnaires ou par une personne qui contrôle un de ses actionnaires et stipulant qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de l'assureur, le prêt prendra rang avec les autres prêts semblables mais après toutes les autres créances.»

4. L'article 138 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**138.** Les administrateurs peuvent, conformément aux règlements de la société, être rétribués et être remboursés des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leur fonction.»

5. L'article 146 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**146.** Les sociétés mutuelles d'assurance-incendie peuvent assurer contre l'incendie, la foudre, le vent et les autres risques de l'assurance de biens, les maisons privées, les magasins, les boutiques et les autres bâtiments, l'ameublement domestique, les marchandises, le bétail, les produits agricoles et les autres objets qui se trouvent dans les limites du comté pour lequel la société est constituée ou dans toute municipalité locale limitrophe située dans un comté pour lequel il n'existe aucune société mutuelle d'assurance-incendie ou, sous réserve de l'article 148, dans celles de toute cité ou ville géographiquement située dans les limites de ce comté; cependant, les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés qui, le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont autorisées à assurer dans toute la province peuvent continuer de le faire.

Les sociétés mutuelles d'assurance-incendie peuvent également assurer sujet et conformément à la présente section, les risques d'assurance automobile, d'assurance contre la grêle, d'assurance de garantie et d'assurance de responsabilité.»

6. L'article 149 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**149.** Les affaires de la société doivent être divisées en deux catégories dont l'une doit comprendre les risques des particuliers et l'autre les risques assimilables aux risques commerciaux ou industriels, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

7. L'article 167 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**167.** Outre les caisses de secours ou indemnités, il doit être établi une caisse pour les frais généraux; toutes ces caisses

Art. 8. *La modification proposée a pour but de rendre son application uniforme à tous les assureurs.*

Art. 9. *La modification proposée est de concordance avec l'article 5 du projet de loi.*

Art. 10. *Les modifications proposées ont pour effet d'uniformiser l'utilisation des mots «ou autres titres de créance». De telles modifications sont aussi proposées aux articles 16 et 17 du projet.*

doivent se suffire par des primes ou cotisations perçues à cette fin, sans que les autres caisses puissent être touchées.»

8. L'article 203 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**203.** Aucun assureur ne peut pratiquer à la fois l'assurance de dommages et l'assurance de personnes sauf s'il a été constitué en corporation avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) et qu'il y était alors autorisé par sa charte.»

9. L'article 228 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Pour toute catégorie d'assurance visée à l'article 146 et portant sur des risques commerciaux ou industriels, la société ou compagnie doit offrir un cautionnement supplémentaire de \$10,000.»

10. L'article 246 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**246.** Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation, une association coopérative ou une société coopérative agricole:

a) s'ils sont pleinement garantis par des biens-fonds ou par des actions, des parts sociales ou privilégiées, des obligations ou d'autres titres de créance admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de la présente section;

b) s'ils sont pleinement garantis par le matériel de la corporation, de l'association coopérative ou de la société coopérative agricole et si l'une ou l'autre, suivant le cas, a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition des obligations ou autres titres de créance par l'assureur;

c) si les actions ordinaires ou privilégiées de la corporation ou de la société coopérative agricole ou les parts sociales ou privilégiées de l'association coopérative sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248;

d) s'ils sont pleinement garantis par une corporation ou une société coopérative agricole dont les actions ordinaires ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248; ou

e) s'ils sont pleinement garantis par une association coopérative dont les parts sociales ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248.»

Art. 11. Au sous-paragraphe a des paragraphes 1 et 2 de l'article 247, il faut faire référence aux actions et parts privilégiées plutôt qu'aux actions ordinaires et aux parts sociales. Les autres modifications sont de concordance avec l'article 248.

Art. 12. La modification proposée a pour but de modifier l'article 248 afin d'écourter la période de temps durant laquelle une corporation doit obtenir un certain rendement pour que ses actions ordinaires soient admissibles comme placement pour un assureur. Un troisième paragraphe est ajouté pour couvrir certaines situations particulières. Quant au sous-paragraphe b du paragraphe 2, il est modifié pour permettre à un assureur de dommages dont l'actif excède le minimum requis d'investir une plus grande part de son actif en actions ordinaires.

11. L'article 247 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**247.** 1. Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole si l'une ou l'autre, suivant le cas:

a) a servi sur ses actions privilégiées, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, un dividende au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels de dividendes spécifiés sur ses actions privilégiées; ou

b) a obtenu sur ses actions ordinaires le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248 pendant la période qui y est fixée.

2. L'assureur visé au paragraphe 1 peut également acquérir et détenir des parts privilégiées entièrement acquittées d'une association coopérative si celle-ci:

a) a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, versé sur ses parts privilégiées un intérêt ou obtenu sur elles un rendement au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels d'intérêt ou de rendement spécifiés sur ses parts privilégiées; ou

b) a obtenu sur ses parts sociales le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248 pendant la période qui y est fixée.»

12. L'article 248 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**248.** 1. Un assureur autre qu'une société mutuelle peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole ou des parts sociales entièrement acquittées d'une association coopérative si la corporation, société ou association a, sur la base d'une période de cinq ans terminée moins d'une année avant la date d'acquisition, obtenu sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales pendant au moins quatre de ces cinq années, dont la dernière, un rendement net d'au moins 4 pour cent de la valeur moyenne à laquelle les actions ordinaires ou parts sociales étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a fait des gains pouvant être affectés au paiement de dividendes.

2. Les droits conférés par le présent article sont en outre soumis aux restrictions suivantes:

a) l'assureur ne peut détenir plus de 30 pour cent des actions ordinaires ou d'une catégorie d'actions ordinaires d'une même corporation ou société coopérative agricole ou des parts sociales ou d'une catégorie de parts sociales d'une même association coopérative;

Art. 13. La modification proposée a pour objet d'ajouter à l'article 249 la possibilité pour un assureur de dommages d'acquérir des filiales constituées en vue de faire des opérations complémentaires aux opérations d'assurance. De plus, le deuxième alinéa est abrogé.

Art. 14. La modification proposée a pour effet d'augmenter la part de l'actif qu'un assureur de dommages peut investir sous forme d'hypothèques.

Art. 15. Les modifications proposées ont pour effet d'augmenter la part de l'actif que tout assureur peut investir dans l'acquisition d'immeubles.

b) l'assureur ne peut investir en actions ordinaires plus de 25 pour cent de son actif total sauf si, dans le cas d'un assureur autre qu'une société mutuelle et qui pratique les assurances de dommages, son actif excède le minimum prévu à l'article 275 lorsqu'il est établi en ne tenant compte que du premier alinéa de cet article; l'assureur peut alors investir tout ou partie de l'excédent en actions ordinaires jusqu'à concurrence de 40 pour cent de son actif total.

3. Pour les fins du paragraphe 1, lorsqu'une corporation, société ou association détient plus de 50 pour cent des actions ordinaires ou des parts sociales d'une autre corporation, société ou association et qu'elle présente des comptes consolidés à ses actionnaires ou membres, le rendement doit être déterminé à partir de ces comptes. De même, lorsqu'il s'agit d'une corporation, société ou association née ou résultant d'une fusion, le rendement est déterminé, pour toute période antérieure à la fusion, comme si des comptes consolidés des corporations, sociétés ou associations qui ont fait l'objet de la fusion avaient été établis.»

13. L'article 249 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**249.** Sous réserve du sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 248 tout assureur qui n'est pas une société mutuelle et qui pratique les assurances autres que sur la vie, peut, sous réserve des conditions prescrites par les règlements, acquérir et détenir des actions entièrement libérées d'une compagnie d'assurance ou, avec l'approbation préalable du surintendant, d'une corporation constituée en vue de faire des opérations complémentaires aux opérations d'assurance déterminées par les règlements.»

14. L'article 252 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. L'assureur qui pratique les assurances de dommages ne peut placer dans les créances visées au paragraphe 1 plus de 20 pour cent de son actif total; s'il pratique à la fois les assurances de personnes et les assurances de dommages, cette restriction ne s'applique pas aux actifs afférents aux assurances de personnes.»

15. L'article 253 de ladite loi est modifié par le remplacement des sous-paragrophes a et b du paragraphe 2 par les suivants:

«a) l'investissement total de tout assureur dans des biens-fonds ne doit pas excéder 15 pour cent de son actif;

b) l'investissement total de tout assureur dans chaque biens-fonds formant une même exploitation et détenu par lui comme source de revenus ne doit pas excéder 4 pour cent de son actif;».

Arts. 16 et 17. *Les modifications proposées sont de concordance avec l'article 10 du projet de loi.*

Arts. 18 et 19. *Les modifications proposées sont de concordance avec l'article 20 du projet de loi.*

Art. 20. *L'exclusion aux articles 259 et 262 des corporations visées à l'article 250 n'est pas complète; il faudrait aussi exclure celles visées à l'article 249. La modification proposée a pour objet de corriger cette situation.*

16. L'article 255 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**255.** Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut consentir des prêts garantis par les actions d'une corporation ou d'une société coopérative agricole, les parts sociales ou privilégiées d'une association coopérative et les obligations ou autres titres de créance qu'il est autorisé à acquérir et détenir. Ces prêts sont soumis aux mêmes restrictions et conditions que l'investissement dans ces titres.»

17. L'article 258 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**258.** Aucun assureur ne peut investir dans des actions, obligations ou autres titres de créance d'une corporation ou d'une société coopérative agricole qui est en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres de créance, ni lui consentir un prêt.

Il ne peut non plus investir dans des parts sociales ou privilégiées, obligations ou autres titres de créance d'une association coopérative qui est en défaut d'obtenir le rendement prescrit sur ses parts sociales ou privilégiées; il ne peut non plus consentir un prêt.»

18. L'article 259 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par les suivants:

«*d*) à une corporation dont une personne visée au paragraphe *a* ou au paragraphe *c* détient plus de 10 pour cent du capital social;

e) à une corporation dont plus de 50 pour cent du capital social est détenu par un groupe formé exclusivement de personnes visées au paragraphe *a*;».

19. L'article 262 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**262.** Aucun assureur ne peut acquérir ou détenir des actions, obligations ou autres titres de créance d'une corporation à laquelle l'article 259 interdit de faire un prêt. L'article 264 est inopérant lorsque le présent article s'applique.»

20. L'article 263 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante:

«Ces articles ne s'appliquent pas non plus aux prêts ou placements qu'un assureur fait à une corporation dont il détient des actions entièrement libérées conformément aux dispositions de l'article 249 ou de l'article 250.»

Art. 21. La modification proposée a pour but d'introduire de nouvelles normes concernant l'actif à maintenir par les assureurs qui pratiquent en assurances de dommages et qui ne sont pas des sociétés mutuelles.

Art. 22. Les modifications proposées ont pour but de s'assurer que le surintendant sera avisé du choix retenu par un assureur en vertu de l'article 275 et de limiter les déclarations de dividendes.

Art. 23. Le remplacement des paragraphes a, b et c de l'article 276 se rapporte aux normes d'établissement des réserves que doivent maintenir les assureurs qui pratiquent en assurance de personnes.

21. L'article 275 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**275.** Tout assureur autre qu'une société mutuelle et qui pratique les assurances de dommages doit maintenir un actif, évalué conformément aux normes établies par les règlements, qui ne soit pas inférieur à la somme de 115 pour cent de ses réserves maintenues conformément aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 277 et du montant de ses autres passifs.

Si, à l'égard des polices émises pour une même catégorie d'assurance, l'assureur prévoit que le rapport entre le coût des sinistres subis et les primes acquises sera inférieur à 95 pour cent, il peut, en ce qui concerne l'actif à maintenir pour les réserves susdites, choisir d'utiliser le rapport ainsi prévu, majoré de 20 pour cent, à condition que le résultat obtenu ne soit pas inférieur à 100 pour cent.

Toutefois, le rapport prévu par l'assureur entre le coût des sinistres subis et les primes acquises ne doit pas être inférieur à la somme de 60 pour cent du rapport obtenu au cours de la dernière année et de 40 pour cent de celui obtenu l'année précédente.»

22. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 275, des suivants:

«**275a.** Lorsqu'un assureur fait le choix prévu au deuxième alinéa de l'article 275, il doit en donner avis au surintendant. Cet avis doit être accompagné d'une déclaration signée par un actuaire ou un dirigeant de l'assureur à l'effet que, pour les polices visées, le rapport retenu est le rapport effectivement prévu entre le coût des sinistres subis et les primes acquises.

«**275b.** Tout assureur qui n'est pas une société mutuelle et qui pratique les assurances de dommages, ne doit pas faire une déclaration de dividendes dont le montant excède 75 pour cent de ses bénéfices annuels moyens pour les trois années précédant celle où une dividende est déclaré.»

23. L'article 276 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* par les suivants:

«*a*) les hypothèses d'intérêt, de mortalité, de morbidité ou les autres éventualités doivent être celles que l'actuaire nommé conformément au deuxième alinéa de l'article 309 estime adéquates eu égard à la situation financière de l'assureur et à ses contrats d'assurance de personnes et que le surintendant juge acceptables;

«*b*) les méthodes de calcul utilisées doivent être conformes aux normes et méthodes établies par les règlements.»

Art. 24. *La modification proposée a pour effet de permettre l'établissement par règlements de normes concernant les réserves des assureurs qui pratiquent les assurances de dommages.*

Art. 25. *Les modifications proposées ont pour but de clarifier l'interdiction faite à certaines personnes d'être nommées vérificateur.*

Art. 26. *Les modifications proposées se rapportent aux précisions que le vérificateur doit fournir dans son rapport.*

Art. 27. *La modification proposée est de concordance avec l'article 29 du projet de loi.*

Art. 28. *La modification proposée a pour effet de laisser au surintendant le soin d'indiquer la forme que doit prendre l'état des opérations à être fourni par les assureurs.*

Art. 29. *Les modifications proposées ont trait au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation.*

24. L'article 277 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ces réserves doivent être calculées conformément aux normes et méthodes établies par les règlements.»

25. L'article 294 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«~~294.~~ Aucun actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé de l'assureur ou d'une corporation visée à l'article 249 ou à l'article 250 dans laquelle l'assureur a placé ses fonds ne peut être nommé vérificateur en vertu de la présente section.»

26. L'article 297 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«~~297.~~ Le vérificateur doit préciser dans son rapport s'il est d'avis, en se fondant sur les registres de l'assureur, sur les explications reçues et sur tous les renseignements disponibles, que les états présentent fidèlement les résultats des opérations de l'assureur au cours de l'année ainsi que sa situation financière à la fin de l'année ou, s'il est d'avis qu'ils ne les présentent pas fidèlement ou que des renseignements pertinents concernant les affaires de l'assureur n'ont pas été révélés, il doit en fournir l'explication.

Pour les fins de son rapport, le vérificateur peut accepter le certificat visé au troisième alinéa de l'article 309.»

27. L'article 299 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) le certificat visé au troisième alinéa de l'article 309;».

28. L'article 305 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**305.** Tout assureur doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, préparer et déposer au service des assurances, en la forme déterminée par le surintendant, un état de ses opérations pour l'année se terminant le 31 décembre précédent.»

29. L'article 309 de ladite loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Tout assureur qui pratique les assurances de personnes doit annexer à son état annuel le rapport d'un actuaire qui a été nommé responsable de l'évaluation des réserves par résolution du conseil d'administration et dont la nomination a été dénoncée au surintendant par le dépôt auprès de lui d'une copie de cette résolution.

Le rapport doit contenir un certificat de l'actuaire attestant que les réserves ne sont pas inférieures aux réserves requises par

Art. 30. *La modification proposée a pour effet de laisser au surintendant le soin d'indiquer la forme que doit prendre l'état annuel distinct à être fourni par les assureurs qui maintiennent des groupes d'avoirs distincts.*

Art. 31. *La modification proposée a pour effet de laisser au surintendant le soin d'indiquer la forme des bordereaux de placements des assureurs.*

Art. 32. *La modification proposée a pour but de reconnaître les diplômes ou autres attestations d'étude sanctionnant un cours pertinent à la profession d'agent d'assurance et reconnu par les règlements.*

Art. 33. *La modification proposée a pour but de laisser au surintendant le soin d'indiquer la forme des demandes de certificats d'agent d'assurance.*

Art. 34. *La modification proposée apporte une correction à la description des cas où le certificat de courtier spécial pourrait être utilisé.*

la loi, qu'elles ont été calculées d'après des hypothèses adéquates eu égard à la situation de l'assureur et à ses contrats d'assurance de personnes et qu'elles constituent une provision bonne et suffisante pour garantir les obligations découlant de ces contrats; le rapport doit aussi inclure les autres renseignements requis par le surintendant.

Ce rapport est exigé, dans le cas des sociétés de secours mutuels, aux époques déterminées par règlement.»

30. L'article 311 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**311.** Tout assureur qui maintient des groupes d'avoirs distincts doit fournir un état annuel distinct suivant la forme déterminée par le surintendant, indiquant spécialement leur provenance et, le cas échéant, leur réattribution aux groupes d'origine.»

31. L'article 314 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**314.** Tout assureur titulaire d'un permis doit également transmettre au surintendant, aux dates et en la forme déterminées par ce dernier, un bordereau indiquant les changements intervenus dans ses placements depuis la date de production de son dernier bordereau.»

32. L'article 328 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article n'est pas opposable aux personnes qui sont titulaires d'un diplôme ou d'une autre attestation d'étude pertinents à la profession et reconnus par les règlements.»

33. L'article 331 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**331.** Toute personne demandant un certificat d'agent d'assurance doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme déterminée par lui, accompagnée des recommandations et du cautionnement prévus par la présente loi et des documents prévus par les règlements.

Cette demande doit notamment indiquer les catégories d'assurance que le postulant se propose de pratiquer à titre d'agent.»

34. L'article 346 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ce certificat n'est pas valable dans le cas des assurances sur la vie, des assurances automobile ou des assurances accidents ou maladie et dans les cas où une assurance d'un autre type peut

Art. 35. La modification proposée vise à permettre le fractionnement des activités d'expert en sinistres.

Art. 36. La modification proposée a pour but de reconnaître la possibilité de délivrer un certificat d'expert en sinistres sur demande à condition que les titulaires subissent les examens prescrits dans les délais prévus. Les personnes possédant un diplôme ou une attestation d'étude reconnu comme pertinent à la profession d'expert en sinistres, pourraient être exemptés des examens prévus.

Art. 37. La modification proposée a pour effet de laisser au surintendant le soin d'indiquer la forme des demandes de certificats d'expert en sinistres.

Art. 38. La modification proposée est de concordance avec la Loi de la liquidation des compagnies.

Art. 39. La modification proposée a pour effet de prolonger le délai de prescription des infractions à la Loi sur les assurances.

être obtenue à un tarif raisonnable d'assureurs titulaires de permis.»

35. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 349, de l'article suivant:

«**349a.** Le certificat prévu à l'article 348 peut être délivré pour exercer une ou plusieurs des activités énumérées au paragraphe *j* de l'article 1 conformément aux normes établies par règlements.»

36. L'article 350 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**350.** Sous réserve de la présente loi et des règlements, toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans a droit au certificat d'expert à condition de subir les examens prescrits par règlements dans les délais qui y sont prévus.

Ces examens doivent être de nature à constater impartialement la compétence du candidat et porter sur ses connaissances générales et techniques.

Le présent article n'est pas opposable aux personnes qui sont titulaires d'un diplôme ou d'une autre attestation d'étude pertinents à la profession et reconnus par les règlements.»

37. L'article 353 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**353.** Toute personne demandant un certificat d'expert doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme déterminée par lui, accompagnée d'un cautionnement de \$5,000 pour un expert agissant à son propre compte et de \$1,000 supplémentaires pour chacun des employés par l'entremise desquels cette personne se propose d'exercer la profession d'expert.»

38. L'article 405 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**405.** Le liquidateur doit, dans les sept jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire au surintendant un rapport sommaire de ses activités pour cette période. Ce rapport doit indiquer les encaissements et dépenses de la liquidation ainsi que l'état de son actif et de son passif à la fin de cette période.»

39. L'article 409 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**409.** Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Art. 40. *Les modifications apportées par les paragraphes a, b, c et d sont de concordance sauf pour le paragraphe f de l'article 420 qui se lit actuellement ainsi: «prescrire pour chaque classe de titulaires, la nature des vérifications comptables touchant les états à présenter au surintendant ainsi que la forme de l'attestation des vérificateurs.»*

Les modifications proposées par le paragraphe e ont pour effet de permettre la reconnaissance des certificats d'agent ou d'expert accordés par d'autres gouvernements que ceux des provinces canadiennes. De plus, le lieutenant-gouverneur en conseil n'aurait plus à se prononcer sur la réciprocité avant de reconnaître les certificats d'agent ou d'expert accordés par un gouvernement.

La modification proposée par le paragraphe f apporte une correction pour l'uniformisation de l'utilisation du terme «catégories».

Art. 41. *La modification proposée a pour effet de laisser au surintendant le soin de prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la loi.*

Toute poursuite en vertu de la présent loi se prescrit par deux ans à compter de la date de l'infraction.»

40. L'article 420 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) déterminer la teneur des demandes de permis et de certificats ainsi que la teneur des permis et certificats;»;

b) par le remplacement des paragraphes *e* et *f* par les suivants:

«*e*) déterminer pour chaque classe de titulaires, la nature et la teneur des états qu'ils doivent produire, en sus de ceux prescrits par la présente loi, ainsi que l'époque de leur production;

«*f*) reconnaître les diplômes ou autres attestations d'étude pertinents à la profession d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres et devant tenir lieu des examens prescrits par la présente loi;»;

c) par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«*i*) obliger les assureurs qui exercent au Québec à fournir au surintendant des renseignements et statistiques concernant leurs opérations au Québec et à produire les états y afférents et déterminer la nature des renseignements qui doivent ainsi être donnés, de même que la teneur des états qui doivent ainsi être produits;»;

d) par le remplacement du paragraphe *n* par le suivant:

«*n*) déterminer la teneur des permis ou certificats spéciaux pouvant être délivrés aux courtiers en vertu de l'article 346, les conditions à remplir pour les personnes demandant la délivrance ou le renouvellement desdits permis ou certificats, les honoraires à verser, les garanties à offrir, les livres et registres à tenir, les états à produire au surintendant et les conditions de délivrance;»;

e) par le remplacement du paragraphe *o* par le suivant:

«*o*) reconnaître l'équivalence de permis, licences ou certificats d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres accordés par d'autres gouvernements;»;

f) par le remplacement du paragraphe *r* par le suivant:

«*r*) définir les diverses catégories d'assurance et déterminer les cas et les conditions où elles peuvent faire l'objet d'une même police;».

41. L'article 422 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**422.** Le surintendant peut prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la présente loi.»

Art. 42. *L'article 2478 du Code civil laissait croire que les propositions d'assurance doivent être nécessairement écrites. La modification proposée corrige cette situation.*

Art. 43. *La modification proposée a pour effet d'éviter le dédoublement lorsque la modification est demandée par écrit par l'assuré. L'article tel que rédigé exigeait que l'avenant soit contresigné par l'assuré.*

Art. 44. *La modification proposée a pour but de clarifier la distinction entre les effets juridiques de la déclaration et de l'engagement.*

Art. 45. *La modification proposée est de concordance avec l'article 44 du projet de loi.*

Art. 46. *La modification proposée a pour but de prévoir la situation de l'assuré qui a remédié à un manquement à ses engagements.*

Art. 47. *La modification proposée a pour effet de donner un caractère purement supplétif aux articles 2576 et 2584.*

42. L'article 2478 du Code civil, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**2478.** L'assureur doit remettre au preneur la police et une copie de toute proposition faite par écrit.»

43. L'article 2482 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Fait partie du contrat, toute modification apportée au moyen d'un avenant. Toutefois, un avenant constatant une réduction des engagements de l'assureur n'a d'effet que si le preneur consent par écrit à cette réduction.»

44. L'article 2485 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2485.** Le preneur, de même que l'assuré si l'assureur le demande, est tenu de déclarer toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer de façon importante un assureur raisonnable dans l'établissement de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de l'accepter.»

45. L'article 2486 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**2486.** L'obligation relative aux déclarations est réputée remplie si les circonstances en cause sont en substance conformes aux déclarations et s'il n'y a pas de réticence importante.»

46. L'article 2489 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2489.** Les manquements aux engagements formels aggravant le risque suspendent la garantie. La suspension prend fin dès que l'assureur donne son acquiescement ou que l'assuré respecte à nouveau ses engagements.»

47. L'article 2500 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**2500.** Est sans effet toute stipulation qui déroge aux prescriptions des articles 2474, 2478 à 2484, 2486, 2490 à 2492, 2494 à 2506, 2508, 2510 à 2515, 2518, 2529, 2530, du deuxième

Art. 48. La modification proposée a pour but d'alléger l'obligation des assurés de communiquer une aggravation de risque à leur assureur.

Art. 49. La modification proposée a pour but de préciser l'adresse de l'assuré pour fins de résiliation de l'assurance.

Art. 50. La modification proposée se rapporte au transport de l'assurance.

Art. 51. La modification proposée est de concordance avec l'article 50 du projet de loi.

Art. 52. La modification proposée a pour but de clarifier la notion de « valeur d'une chose assurée ».

alinéa de l'article 2533, des articles 2536, 2538, 2539, 2541, 2546 à 2549, 2557, 2559, 2560, 2561, 2562, du deuxième alinéa de l'article 2563, de l'article 2564, du troisième alinéa de l'article 2566, des articles 2574, 2577 à 2582, 2585, des deux premiers alinéas de l'article 2586, des articles 2587, 2598, 2599 et 2601 à 2605.»

48. L'article 2566 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2566.** L'assuré doit communiquer promptement à l'assureur les aggravations de risque spécifiées au contrat, ainsi que celles résultant de ses faits et gestes et qui sont de nature à influencer de façon importante un assureur raisonnable dans l'établissement du taux de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de maintenir l'assurance.

L'article 2488 s'applique, avec les changements nécessaires, lorsque le sinistre survient avant la résiliation de l'assurance ou l'envoi par l'assureur de l'avis du nouveau taux de prime.»

49. L'article 2567 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2567.** L'assureur ou l'assuré peut, sauf le cas de l'assurance de transport, résilier le contrat moyennant un avis écrit.

L'avis prend effet dès réception s'il émane de l'assuré et quinze jours après réception à la dernière adresse connue s'il émane de l'assureur.»

50. L'article 2577 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2577.** Le contrat d'assurance ne peut être transporté qu'avec le consentement de l'assureur et qu'en faveur d'une personne ayant un intérêt d'assurance dans la chose.»

51. L'article 2578 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2578.** En cas de décès de l'assuré, de faillite ou de transport, entre coassurés, de leur intérêt dans l'assurance, l'assurance continue au profit de l'héritier, du syndic ou de l'assuré restant.»

52. L'article 2583 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Art. 53. *La modification proposée complète une exclusion des assurances-incendie.*

Art. 54. *La modification proposée a pour effet de préciser les frais à la charge d'un assureur en sus du montant d'une assurance.*

«**2583.** A défaut de formules d'évaluation particulière dans le contrat, la valeur réelle de la chose assurée s'établit en la manière ordinaire.

Dans les contrats à découvert, le montant de l'assurance ne fait pas preuve de la valeur de la chose assurée.

Dans les contrats à valeur agréée, la valeur convenue fait pleine foi entre l'assureur et l'assuré de la valeur de la chose.»

53. L'article 2590 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'assureur ne répond pas des dommages uniquement occasionnés par la chaleur excessive d'un appareil de chauffage, ni occasionnés par une opération comportant l'application de la chaleur, lorsqu'il n'y a ni incendie, ni commencement d'incendie.»

54. L'article 2605 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2605.** Les frais et dépens des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur le montant de la garantie, sont à la charge de l'assureur en sus du montant des assurances.»

55. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception de l'article 21 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 275 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70).